

Objet : Ressources - Evaluation des avantages en nature

Référence : 2022 - 28

Date : 4 novembre 2022

Direction juridique et de la réglementation nationale
Département réglementation nationale

Diffusion :

Mesdames et messieurs les directeurs des caisses d'assurance retraite et de la santé au travail et des caisses générales de sécurité sociale

Champ d'application Assurance Retraite :

Salariés et assimilés		oui
Travailleurs indépendants : commerçants, artisans, professions libérales non réglementées	Retraite de base	oui
	Retraite complémentaire	oui

Résumé :

En raison du taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation pour 2022, fixé à 1,5 %, le montant forfaitaire des avantages en nature pris en considération pour l'examen des droits aux prestations soumises à une condition de ressources est modifié à compter du 1^{er} janvier 2022.

Ces valeurs sont applicables pour l'année 2022 uniquement.

Une prochaine circulaire paraîtra pour diffuser les nouveaux montants en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Elle permettra d'ajuster le taux d'inflation en prenant en compte le taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation pour 2023.

Sommaire

1. Définition des avantages en nature (rappel)
2. La prise en compte des avantages en nature dans les ressources (rappel)
3. Les montants forfaitaires applicables

1. Définition des avantages en nature (rappel)

Les avantages en nature sont constitués par la fourniture par l'employeur à ses salariés de prestations (biens ou services) soit gratuitement, soit moyennant une participation du salarié inférieure à leur valeur réelle. Ce sont des éléments de rémunération qui, au même titre que le salaire, doivent donner lieu à cotisations ([article L. 242-1 du code de la sécurité sociale - CSS](#)).

[L'arrêté du 10 décembre 2002](#) relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations prévoit :

- l'évaluation forfaitaire notamment des avantages en nature nourriture et logement (lorsque l'employeur n'a pas opté pour une évaluation d'après la valeur locative) ;
- la revalorisation de ces forfaits au 1^{er} janvier de chaque année en fonction du taux d'évolution des prix à la consommation des ménages (hors tabac).

[L'arrêté du 23 décembre 2019](#) modifiant [l'arrêté du 10 décembre 2002](#) prévoit, à compter du 1^{er} janvier 2020, la possibilité de l'évaluation forfaitaire des avantages en nature nourriture pour les personnes relevant du 11°, 12° et 23° de [l'art. L. 311-3 CSS](#) :

- les gérants de sociétés à responsabilité limitée et de sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée, sous conditions ;
- les présidents du conseil d'administration, les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués des sociétés anonymes et des sociétés d'exercice libéral à forme anonyme ;
- les présidents et dirigeants des sociétés par actions simplifiées et des sociétés d'exercice libéral par actions simplifiées.

Leurs avantages en nature logement continuent d'être déterminés d'après leur valeur réelle.

Ces dispositions ont été diffusées dans [la circulaire ministérielle n° 2003-7 du 7 janvier 2003](#) et dans [la circulaire Cnav n° 2003-50 du 27 novembre 2003](#).

2. La prise en compte des avantages en nature dans les ressources (rappel)

En matière d'assurance vieillesse, les avantages en nature sont pris en compte dans le cadre de l'évaluation des ressources à retenir pour l'examen des droits aux avantages non contributifs et à la retraite de réversion, en application de [l'article R. 815-23 CSS](#).

3. Les montants forfaitaires applicables

Le taux d'évolution des prix à la consommation des ménages (hors tabac) a été fixé à 1,5 % pour 2022 par le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances pour 2022. Les montants forfaitaires sont diffusés par l'Acoss.

A compter du 1^{er} janvier 2022, les différents forfaits s'établissent comme suit :

- Au titre de la nourriture :
10 euros par jour (2 repas) ou 5 euros pour un seul repas ;

- Au titre du logement :

Le montant à retenir est proportionnel au montant de la rémunération et au nombre de pièces du logement. L'évaluation forfaitaire s'effectue sur la base du plafond mensuel de la sécurité sociale dont le montant est de 3 428 euros au 1^{er} janvier 2022 (Cf. tableau ci-dessous).

Au 1 ^{er} janvier 2022		
Revenu mensuel brut	Logement	
	1 pièce principale	2 pièces et plus : montant forfaitaire pour chaque pièce principale
Inférieur à 1 714 €	72,30 €	38,70 €
De 1 714 € à 2 056,79 €	84,40 €	54,20 €
De 2 056,80 € à 2 399,59 €	96,30 €	72,30 €
De 2 399,60 € à 3 085,19 €	108,30 €	90,20 €
De 3 085,20 € à 3 770,79 €	132,70 €	114,40 €
De 3 770,80 € à 4 456,39 €	156,60 €	138,20 €
De 4 456,40 € à 5 141,99 €	180,80 €	168,50 €
Egal ou supérieur à 5 142 €	204,70 €	192,60 €

Les modalités d'évaluation concernant les véhicules et des outils issus des nouvelles technologies d'information et de communication ont été précisées dans [la circulaire Cnav n° 2003-50 du 27 novembre 2003](#) (points 223 et 224).

Le montant des autres avantages en nature reste déterminé d'après leur valeur réelle arrondie à la dizaine de centimes d'euros la plus proche ([circulaire Cnav n° 2003-50 du 27 novembre 2003](#) – point 225).

Renaud VILLARD

